



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Solidarités - Rénovation énergétique du parc privé de logements - Convention de mise à disposition de données statistiques relatives à MaPrimeRénov - Approbation - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°M2022-56 en date du 22 mars 2022, la Métropole a arrêté son Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) 2021-2026. L'une des ambitions de la Métropole est de rénover thermiquement 13 500 logements sur les 6 années du PCAET.

Au titre de sa compétence « *Politique locale de l'habitat* » et depuis 2006, la Métropole est délégataire de l'attribution des aides publiques à la construction des logements sociaux et à la rénovation des logements privés, dont elle assure directement l'instruction depuis 2012. Dans ce cadre, la Métropole mobilise les crédits qui lui sont délégués par l'Etat pour le parc public et par l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah) pour le parc privé. Depuis 2016, la Métropole est également maître d'ouvrage du guichet unique qui propose un conseil gratuit pour tous ménages souhaitant engager des travaux de rénovation énergétique sur le territoire de la Métropole. La Métropole maîtrise ainsi un nombre important d'informations relatives à la rénovation du parc privé sur son territoire : nombre de logements rénovés, coût des postes travaux, gain thermique etc.

Toutefois, en 2020, l'Anah a souhaité mettre en place un nouveau dispositif national pour massifier la rénovation des logements : Ma Prime Rénov' (MPR) qui remplace le crédit d'impôt pour la transition écologique (CITE) et les aides Anah dites « *Habiter Mieux Agilité* ».

La gestion des dossiers MPR pour l'habitat individuel, qui n'est pas compris dans le dispositif de délégation des aides à la pierre, est mise en œuvre par des prestataires sélectionnés par l'Anah au niveau national. La Métropole n'a donc pas accès aux informations sur le nombre de ménages engagés dans un projet financé par MPR sur son territoire ; or cette information est essentielle pour comptabiliser de la manière la plus exhaustive possible le nombre de logements rénovés et s'assurer de l'atteinte de l'objectif fixé dans la PCAET. Ces informations sont également importantes pour évaluer l'action publique, mesurer l'impact économique et mieux calibrer les dispositifs existants.

Aussi, une convention de mise à disposition de données à intervenir avec l'Etat est soumise à l'approbation du Conseil, ayant pour objet de donner accès aux services en charge de piloter la politique de rénovation du parc privé aux informations relatives à MPR (localisation des logements financés, travaux, financements...), sans contrepartie financière, uniquement à des fins de connaissance. Les données fournies ne permettront pas d'identifier nominativement les ménages et la Métropole s'engage à appliquer le secret statistique, prévu dans la loi n°51-711 du 7 juin 1951.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Etat pour la transmission des informations relatives à Ma Prime Rénov ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197584-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention mise à disposition données MPR V _DDTM34-Collectivité3M.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.